

# La bataille du financement des retraites : une bataille décisive contre les plans du libéralisme et pour construire une alternative véritable

Catherine Mills

**Les plans gouvernementaux sur les retraites sont dangereux, ils contribuent à accroître le désarroi des Français qui n'ont pas élu François Hollande pour une telle politique. Ils doivent être combattus avec des propositions alternatives radicales et crédibles.**

**L**e projet de réforme Hollande vise à relever l'âge effectif de départ en retraite et la durée de cotisation, à réduire les pensions et leur financement solidaire. On assiste ainsi à la reprise du dogme selon lequel puisqu'on vit plus longtemps il faudrait travailler plus longtemps, et l'on s'appuie sur l'idéologie réactionnaire selon laquelle les retraites seraient une charge trop lourde pour l'économie et pour la société ce qui exigerait des réformes et des efforts. Pour notre part, nous voulons montrer que les retraites constituent au contraire une chance, qu'une réforme alternative est possible, à la condition de mettre au cœur de nos propositions la bataille pour son financement. On peut financer les retraites de demain, c'est un véritable enjeu de civilisation. Articulées à une politique familiale moderne ainsi qu'à un financement nouveau lié à la promotion de l'emploi et des salaires, elles contribueraient à une issue de progrès à la crise systémique.

## **Répondre aux enjeux du financement d'une réforme de progrès social des retraites.**

La part des 60 ans et plus dans la population augmente, certes, mais on est très loin de la catastrophe démographique annoncée. En outre l'accroissement de l'espérance de vie en bonne santé permettrait de réaliser la conquête sociale que représenterait une retraite « active ». Les retraités peuvent grâce à l'augmentation de la longévité participer à des activités sociales utiles et créatrices (formation, vie associative et culturelle). En outre, loin de constituer seulement une charge, les

retraites jouent un rôle économique majeur ; ainsi elles permettent le remplacement et le renouvellement de la force de travail.

Des moyens de financement nouveaux sont indispensables afin de répondre aux besoins sociaux qui montent. Ainsi il faut se donner les moyens de sortir des inégalités sociales face à la retraite : 7 ans d'écart d'espérance de vie entre les ouvriers et les cadres supérieurs. Elles sont plus élevées encore pour l'espérance de vie en bonne santé. Elles doivent être combattues en agissant notamment sur les causes de la mortalité prématurée des hommes ouvriers.

Il s'agirait aussi de lutter contre les inégalités en matière de pensions et revaloriser en priorité les plus basses, qui concernent particulièrement les femmes dont les pensions sont inférieures de 40 % à celles des hommes. En outre, il est indispensable de financer de façon solidaire le risque dépendance, et de créer un nouveau service public de l'autonomie.

Il est impératif de rompre avec la régression du pouvoir d'achat des retraites. Les retraités sont loin d'être des « nantis », et l'on voit resurgir l'importance des retraités pauvres. Il faut au contraire établir un plancher à 75 % du revenu net d'activité pour une carrière complète, avancer l'âge de la retraite, notamment pour ceux qui ont commencé à travailler tôt ou exercent des métiers pénibles.

**Notre projet pour les retraites doit s'inscrire dans la sécurisation et le développement de l'emploi et de la formation.** Cela tendrait à sécuriser les cotisations. En

outre, cela s'accompagnerait d'une prise en charge par des cotisations des années d'interruption de la carrière (chômage, retrait d'activité des femmes) ou d'insertion. Il s'agirait notamment d'instaurer une allocation-autonomie-formation pour les jeunes et la prise en charge de leurs années d'études comme période cotisée.

Le taux d'activité et d'emploi des « seniors » doit également être accru : il faut rompre avec l'éviction des travailleurs vieillissants : 2/3 des salariés sont en effet sortis du monde du travail dès 55 ans (retraite anticipée forcée, chômage, RSA...). Cela entraîne une décote de leur future pension, mais aussi des cotisations en moins pour le système de retraite et des prestations chômage supplémentaires, un phénomène aggravé par le report de l'âge de la retraite.

**Un nouveau financement de la retraite par répartition : outil majeur de l'alternative à construire contre la réforme programmée par Hollande et pour une réforme de progrès des retraites.**

Il faut garantir le financement de la retraite par répartition. Celle-ci repose sur la solidarité intergénérationnelle, les cotisations d'aujourd'hui sont immédiatement versées aux retraités actuels. Elles alimentent la consommation, la croissance et l'emploi, alors que la capitalisation repose sur l'épargne individuelle et les placements financiers, au détriment des retraites, de l'emploi et d'un nouveau type de croissance réelle.

Cela exige d'oser rompre avec les dogmes libéraux qui présentent les cotisations sociales comme un boulet handicapant l'emploi, en prétendant que cela élève de façon excessive le coût du travail et s'oppose à la compétitivité des entreprises. Au contraire les cotisations sociales favorisent la demande : en effet en finançant des prestations sociales nouvelles, elles contribuent à élargir les débouchés des entreprises, elles anticipent une croissance nouvelle et durable, à l'opposé de la logique d'austérité. Les salariés cotisent en fonction de leur capacité contributive et reçoivent des prestations sociales en fonction de leurs besoins.

**Nous sommes opposés à la fiscalisation des retraites et au transfert du financement sur les ménages.** Ils visent la réduction des cotisations sociales, notamment patronales, et une pression à la baisse sur les salaires et sur les retraites. Cette fiscalisation compromet la gestion paritaire de la Sécurité sociale. La CSG, loin d'être plus juste que les cotisations, ne repose que sur les ménages (et pour 88 % sur les salariés et les retraités tandis que les revenus financiers ne contribuent que pour 11 %).

De nouveaux moyens de financement pour garantir l'avenir des retraites :

**Emploi, salaires, nouveau type de croissance et de gestion des entreprises au cœur d'une dynamique nouvelle du financement des retraites :**

□ 100 000 chômeurs en moins cela représente 1,9 milliard d'euros de cotisations sociales nouvelles pour la Sécurité sociale, soit environ 0,8 milliard d'euros pour les retraites. D'où l'urgence de la construction d'un nouveau système visant à sécuriser et à développer l'emploi et la formation.

□ 1 % de masse salariale en plus cela représente 2,5 milliards d'euros de cotisations sociales nouvelles pour la Sécurité sociale soit près de 1 milliard d'euros

pour les retraites. D'où l'urgence des luttes pour relever les salaires dans la valeur ajoutée.

□ 1 point de croissance du PIB représente 2,5 milliards de ressources supplémentaires pour la Sécu dont près de 1 milliard pour les retraites.

**Les cotisations sociales constituent un principe moderne et efficace à promouvoir.**

Nous proposons la suppression des exonérations de cotisations patronales (30 milliards par an) qui ne créent pas d'emplois et tirent tous les salaires vers le bas, ce qui prive la Sécurité sociale de ressources. D'autant que c'est le budget de l'État qui doit compenser le manque à gagner. Nous proposons de réorienter les aides publiques pour l'emploi vers de nouveaux Fonds régionaux et nationaux pour l'emploi et la formation, ce qui exigerait aussi une nouvelle politique du crédit, notamment pour les PME-PMI.

Nous voulons dégager de nouveaux financements pour garantir l'avenir de nos retraites en créant une dynamique nouvelle branchée sur le développement des cotisations sociales appuyé sur l'accroissement de l'emploi et des salaires.

**Il s'agirait d'accroître le taux et la masse des cotisations sociales notamment patronales en réformant l'assiette des cotisations patronales.**

Cet accroissement pourrait s'appuyer sur une modulation du taux des cotisations patronales en fonction de la politique d'emploi et de salaires des entreprises. Ainsi les entreprises qui licencient et réduisent la part des salaires dans la valeur ajoutée pour fuir dans la croissance financière seraient assujetties à un taux de cotisation beaucoup plus lourd. L'objectif est d'encourager au développement des emplois, des salaires, de la formation et au contraire de lutter contre la montée des placements financiers. Il s'agirait donc de tenir compte du rapport entre les salaires et la valeur ajoutée, avec l'objectif de relever ce rapport afin de dégager de nouvelles rentrées de cotisations sociales.

**Nous proposons de créer une nouvelle cotisation sur les revenus financiers des entreprises et des institutions financières.** Ceux-ci s'élèvent à plus de 319 milliards d'euros en 2011 et échappent largement aux prélèvements sociaux. Nous proposons donc de les soumettre au taux global de la cotisation patronale sur les salaires, 10 % pour les retraites, ce qui apporterait plus de 30 milliards d'euros au système de retraites : cela contribuerait à la croissance réelle, contre la financiarisation.

Les retraites constituent un véritable enjeu de civilisation. Cela implique ainsi une sécurisation et une articulation de tous les âges de la vie, avec une énorme montée de la formation, du temps libre pour la culture, les activités libres, avec une réduction du temps de travail sur toute la vie. Notre projet c'est une sécurisation de l'emploi, de la formation et du revenu, tout au long de la vie, ainsi que la promotion des activités créatrices des retraités et de l'autonomie des plus âgés. Cela exige aussi, loin des plans de privatisation, une irrésistible montée des services publics et de la solidarité, notamment la création d'un nouveau service public pour l'autonomie des personnes âgées. ■